

## Document

### Premiers pas vers une union bancaire en Europe

(Reuters)

**22 juin 2012**

Le sort des banques de l'Union européenne sera au coeur des préoccupations des ministres des Finances vendredi, lors de l'ouverture des débats sur une union bancaire, initiative de première importance pour soutenir la zone euro et ses établissements les plus en difficulté.

Même si les 17 pays de la zone euro partagent une monnaie commune, c'est au niveau local que se résolvent pour l'instant les problèmes bancaires locaux.

"Les banques occupent le devant de la scène, avec une solution qui intègre la situation sur le terrain et celle en Espagne", a dit un diplomate.

De leur côté, les chefs d'Etat et de gouvernement examineront la semaine prochaine des propositions en vue d'un processus d'intégration susceptible de déboucher sur une certaine centralisation du processus de prise de décision dans la zone euro.

Une ambition qui mettra sans doute des années à se réaliser mais les dirigeants de l'UE comptent qu'en montrant leur détermination à y parvenir, les investisseurs reprendront confiance dans la zone euro.

Etablir une union bancaire, axée sur un superviseur unique des grandes banques, un fonds de liquidation et un fonds de garantie des dépôts commun, en sera la première étape.

"En en sens, ce sera peut-être plus facile de commencer par les banques", a expliqué le diplomate. "Les banques, c'est une affaire de technocrates, à la différence de la politique budgétaire, ancrée dans l'histoire et l'identité nationales".

Les ministres réunis jeudi pourraient également recevoir une demande d'aide de 100 milliards d'euros pour le secteur bancaire espagnol, a dit un autre diplomate, de quoi imprimer un bel élan aux débats.

La question d'une union bancaire est délicate en ce qu'elle suppose vraisemblablement un transfert de pouvoir des autorités nationales à une nouvelle autorité, par exemple la Banque centrale européenne (BCE).

"Nous parlons là de pouvoirs très étendus. Qui en sera le détenteur ?", s'interroge un autre diplomate.

17 OU 27?

La grande question est de savoir si cette union bancaire s'appliquerait à la seule zone euro ou à l'ensemble de l'UE. Pour Londres, la réponse est claire : aux dix-sept et pas aux vingt-sept.

La Commission européenne veut exactement l'inverse, de crainte qu'une union bancaire limitée à la seule zone euro remette en cause le marché unique.

Michel Barnier, le commissaire européen chargé de la régulation financière, plaidera la cause de la CE vendredi.

"L'absence de la Grande-Bretagne pourrait être source de bien des problèmes à l'avenir", commentait Fabian Zuleeg, du groupe de réflexion European Policy Centre. "Voilà qui isolerait encore un peu plus le pays du reste de l'Union européenne".

Pour l'heure, la CE compte élaborer un projet de loi facilitant la liquidation des établissements en grosse difficulté, assorti de propositions pour renforcer la surveillance des banques.

Elle a jeté les bases d'un projet de loi solidarissant les fonds de garantie de dépôt nationaux et pourrait proposer la création d'une structure paneuropéenne.

Michel Barnier estime que bien des éléments d'une union bancaire pourraient être mis en place en l'espace d'un an. Trop tard pour aider des pays tels que l'Espagne, selon certains analystes.

"C'est très bien de parler d'union bancaire mais il y a un problème bancaire à résoudre tout de suite", dit John Fitzgerald, de l'Institut d'études économiques et sociales de Dublin.

Quoi qu'il en soit, les investisseurs suivent l'évolution des débats en Europe et nombre d'entre eux sont déçus de la lenteur de la réaction européenne, surtout si l'on compare aux Etats-Unis.

"A mon avis, ça prendra longtemps", dit Eric Stein, du fonds d'investissement américain Eaton Vance Investment Managers. "Tout paraît prendre un temps fou en Europe".